

La politique

La politique est un art ou un savoir-faire, qui peut être vu comme artificiel ou comme naturel. Le problème principal abordé par la philosophie politique est celui du rapport ambigu entre politique et morale. Se pose finalement la question du rapport entre puissant et gouverné, et en particulier de la possibilité du gouverné de se révolter contre le puissant.

I/ L'art de la politique

A/ La politique, un savoir-faire

1/ Une notion polysémique

De manière générale, le terme de « politique » est employé pour ce qui a trait à une société ou une communauté. Plus précisément, la notion de politique a **plusieurs sens** dérivant de **plusieurs étymologies** :

- *Politikos* : dans son sens le plus large, la politique désigne le cadre général d'une société organisée et développée, c'est-à-dire simplement la civilité.
- *Politeia* : la politique renvoie aussi à la structure et le fonctionnement d'une communauté ou d'une société (en particulier ses rapports internes et externes).
- *Politikè* : le sens le plus restreint de la politique est celui d'un art politique, c'est-à-dire la pratique du pouvoir par un groupe ou une personne.

2/ La « politikè », un savoir-faire

La politique est un savoir-faire : un « **savoir vivre ensemble** » (selon le deuxième sens de la politique) mais surtout un « **savoir diriger** » (selon le troisième sens).

La politique serait donc l'art de gouverner la cité ou l'État. Cela entraîne cependant certaines questions : la politique repose-t-elle sur un savoir-faire théorique ou est-elle un ensemble de techniques ? La politique est-elle une science ou un art ? Si la politique est un art, qui est donc l'artiste ? Sur quoi se fonde l'autorité politique ? Peut-on apprendre cet art ou est-il inné ? La réponse à ces questions est l'objectif de la **philosophie politique**.

La philosophie politique est l'étude des questions relatives au pouvoir politique, à l'État, au gouvernement, à la loi, à la politique, à la paix, à la justice, au bien commun, etc.

En philosophie politique, un débat oppose souvent ceux qui voient la science comme une science et ceux qui la voient comme un art. Pour les premiers, la politique ne consisterait donc qu'à un **savoir-faire théorique**, des recettes et des calculs précis. Cependant, pour les deuxièmes, elle nécessiterait un **don particulier**, du génie ou de l'intuition.

En fait, il semble peu probable de traiter la politique comme une science exacte : elle est une **science humaine**, c'est-à-dire qu'elle suit des motifs plus aléatoires et des lois moins strictes.

B/ La naturalité de la politique

Aristote considère l'homme comme un « animal politique » : il ne peut vivre seul et ressent le besoin de s'intégrer à une communauté. L'existence politique lui est donc naturelle.

Cette idée se retrouve dans le mythe de Prométhée, raconté par Platon dans le *Protagoras*.

Le mythe raconte comment les dieux, au moment de la création des êtres vivants, confièrent à deux frères la tâche de répartir les qualités des espèces. Épiméthée attribue ainsi aux animaux de la force, de la rapidité, des instincts, des griffes, des ailes, etc. Voyant qu'il a oublié l'homme, qui reste un être sans qualité, son frère Prométhée intervient. Il dérobe aux dieux le feu qui est le symbole de la technique et l'offre aux hommes. **Cependant, la vie sociale est encore impossible aux hommes : il leur manque le sens politique** que Prométhée n'a pas eu le temps de voler. L'humanité est donc incapable de s'organiser collectivement. Les dieux sont inquiets, et ainsi Zeus décide d'offrir à tous les hommes sans distinction le sens politique.

Ce mythe montre donc que le sens politique est naturel et également distribué parmi les hommes. La politique n'est pas l'affaire d'une autorité de l'un qui serait supérieur aux autres, c'est l'affaire de tous.

C/ L'artificialité de la politique

1/ Le contractualisme de Rousseau

Toutefois, on peut contester la vision de l'homme comme un « animal politique ». La constitution de la société et des organisations politiques serait en fait le **résultat d'un artifice, qui est le contrat social**. C'est ce que défend le contractualisme, dont les représentants majeurs sont **Locke, Rousseau et Hobbes**.

Le contractualisme est un courant de philosophie politique selon lequel l'origine de la société et de l'État est un contrat entre les hommes, par lequel ceux-ci acceptent une limitation de leur liberté en échange de lois garantissant la perpétuation du corps social.

Rousseau imagine un homme à l'état de nature, c'est-à-dire avant la formation de toute civilisation et de toute société. **Cet homme naturel fictif était caractérisé par sa solitude, par une indépendance naturelle** : il errait « sans nul besoin de ses semblables, comme sans nul désir de leur nuire [ry] se suffisant à lui-même » (*Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, 1755).

Toutefois, avec l'apparition de la propriété, l'injustice et l'égoïsme se sont installés parmi les hommes. On est entré dans l'époque d'**une société injuste où l'homme naturel a été peu à peu perverti**. Pour rétablir un homme vertueux, il a fallu instaurer un pacte, un « **contrat social** » : chacun s'engage à ignorer ses intérêts individuels et à se soumettre à la **volonté générale** (*Du Contrat social*, 1762).

Selon Rousseau, l'homme naturel n'était donc pas un animal social : il a fallu un artifice pour former la société.

2/ Le contractualisme de Hobbes

Hobbes est un autre représentant du contractualisme.

Pour lui, il faut partir d'un premier état fictif où « l'homme est un loup pour l'homme » parce qu'il a liberté infinie sur autrui. L'état de nature est un **état de guerre de tous contre tous** où il n'y a jamais société ni paix.

Hobbes imagine donc la **création d'un État** qui se réalise sous la forme d'un contrat d'assurance : les hommes délèguent à une forme politique (le Léviathan) une part de leurs libertés initiales en échange de leur sécurité (*Léviathan*, 1651).

Selon Hobbes, l'homme naturel était donc un « loup pour l'homme » et la formation de la société s'est fait par un artifice obligatoire pour garantir la survie et la sécurité.

II/ La politique et la morale

A/ La recherche du bien public

1/ Le premier principe politique

Le premier principe de l'action politique doit être la recherche du bien public.

Aristote soutient notamment cette idée : **le but de la société est le bien ou le bonheur de chacun.** Selon la théorie de l'action chez Aristote, toute action humaine vise toujours un bien, qui est son but. Toute communauté est donc constituée en vue d'un bien, un but qu'elle se propose d'atteindre collectivement. Si ce but est d'atteindre le bonheur, alors cette communauté est la communauté politique. **Le but de la société est donc d'atteindre le bonheur (qui est le Souverain Bien) pour chacun.**

2/ Le rejet de la morale

Poser la recherche du bien public comme seul objectif suppose d'en exclure la morale. En effet, selon cette conception de la politique, le dirigeant agit dans une fin sans se préoccuper des moyens. Il s'agit d'une approche très **pragmatique** de la politique.

Au XVIe siècle, Nicolas Machiavel combat ainsi dans le *Prince* (1513) les valeurs morales traditionnelles.

On résume souvent la conception très pragmatique de la politique de Machiavel par la phrase « **La fin justifie les moyens** ». Contrairement à ce que l'on pense parfois, la fin poursuivie par l'homme politique est, selon Machiavel, la **recherche du bien public.**

Cependant, pour y parvenir, le dirigeant ne doit pas suivre les valeurs morales. En effet, lorsque les valeurs morales gouvernent la politique, elles conduisent presque toujours à l'échec. Le bon Prince doit les ignorer et « **doit apprendre à pouvoir n'être pas bon** ». Machiavel explique en effet qu'il lui faut « **savoir bien pratiquer la bête et l'homme** » :

cela signifie qu'il doit savoir gouverner à la fois comme les bêtes (par la force et la ruse) et comme les hommes (par les lois).

Il existe donc trois préceptes principaux dans le machiavélisme :

- *Fac et excusa* (Fais et justifie)
- *Si fecisti, nega* (Si tu l'as fait, nie-le)
- *Divide ut imperes* (Divise pour régner)

Ainsi, à l'origine, pour Machiavel, le but de l'homme politique n'est pas d'assouvir d'une soif de pouvoir mais de rechercher le bien public. Pour ce faire, cependant, il ne doit pas suivre les valeurs morales.

Le machiavélisme désigne dans le langage courant une conception de la politique prônant la conquête et la conservation du pouvoir par tous les moyens, y compris la manipulation.

B/ Le devoir de gouverner moralement

1/ Un impératif catégorique

Toutefois, on peut défendre aussi le devoir de gouverner moralement. On ne peut pas admettre les préceptes cyniques du machiavélisme : ceux-ci invalident tout devoir et toute justice et donc nient l'idée de droit et de liberté, qui doit pourtant être à la base de la société.

Cela rejoint l'**impératif catégorique de Kant**, qui s'applique pour tout homme mais d'autant plus pour l'homme politique. C'est un commandement absolu qui doit gouverner chacun de nous et qui pose la nécessité absolue de l'acte moral, sans conditions et sans exceptions.

L'**impératif catégorique** est un concept de la philosophie de Kant, qui correspond à ce qui doit être fait inconditionnellement et sans autre justification. Seules les actions qui suivent ce principe sont morales.

2/ Philosophie et politique

En conséquence, on considère parfois que le bon homme politique est celui qui est doué de compétences morales particulières, c'est-à-dire le **philosophe**. L'idéal est donc une **autorité éclairée par la sagesse**.

C'est en particulier la conception du dirigeant défendue par **Platon**. La spécificité du philosophe par rapport aux autres hommes est d'avoir accès à la vérité, au monde des Idées. De plus, il ne désire pas le pouvoir et son désintéressement lui permet donc d'en faire bon usage. **C'est pourquoi il est du devoir du philosophe de guider les hommes : le dirigeant de la cité selon Platon doit être un « philosophe-roi ».**

III/ Le rapport entre puissant et gouverné

A/ Le danger du despotisme

1/ Une autorité unique

Le despotisme est un type de gouvernement qui annihile la liberté individuelle et la souveraineté du peuple : il implique souvent un pouvoir autoritaire, arbitraire, oppressif et tyrannique.

Le despotisme est la forme de gouvernement dans laquelle la souveraineté est exercée par une autorité unique (une seule personne ou un groupe restreint) qui dispose d'un pouvoir absolu.

Montesquieu, dans *L'Esprit des lois* (1748), distingue trois formes de gouvernement : le despotisme, la république et la monarchie. **Pour lui, le despotisme est le mal absolu** : il est fondé sur le pouvoir d'un seul homme, qui ne suit aucune règle si ce n'est celle de son bon plaisir. Son pouvoir s'appuie sur la crainte qu'il inspire.

Il existe plusieurs formes de despotisme. Le gouvernant au sens de Machiavel agit immoralement pour le bien public. Cependant, la plupart des despotismes sont bien pires, à l'instar de celui qui poursuit **ses intérêts particuliers au lieu de l'intérêt général** (conception de Montesquieu) ou de celui qui entend imposer **une idéologie** (le totalitarisme comme l'URSS de Staline, l'Italie de Mussolini ou l'Allemagne nazie).

Le totalitarisme désigne un régime politique dans lequel un parti unique détient la totalité des pouvoirs et ne tolère aucune opposition. L'État prétend gérer, outre la vie publique, la vie privée des individus (régime policier, encadrement de la jeunesse et des relations professionnelles, etc.).

2/ Le problème de la bienveillance

Paradoxalement, la bienveillance peut être vue comme une autre forme de despotisme.

La bienveillance a deux aspects, l'un négatif et l'autre positif. D'un côté, elle désigne une disposition favorable au bien et au bonheur de chacun. Cependant, elle contient également un risque de paternalisme excessif.

Kant explique ainsi que le plus dur des despotismes est le **gouvernement bienveillant**. En effet, il considère les hommes comme des enfants incapables de discerner le bien du mal. De tels hommes ne seraient que des moutons.

Un bon gouvernement doit viser l'**autonomie de ses sujets**, comme le dit Goethe.

B/ La limitation du pouvoir politique

1/ La protection du gouverné

Afin d'éviter le danger du despotisme et de protéger le gouverné, il semble obligatoire de limiter le pouvoir du souverain. Cette idée s'est imposée par étapes successives, pour aboutir aux constitutions actuelles.

La première étape essentielle est celle de la **Magna Carta**, texte de **1215** qui s'inscrit dans la lutte entre la dynastie des Plantagenet et les barons anglais. **Elle est vue comme l'ancêtre de l'affirmation de l'égalité juridique des individus comme fondement de la justice.** C'est un texte par lequel l'aristocratie terrienne exigeait du

pouvoir royal (les Plantagenet) un véritable abandon de souveraineté sous peine de guerre civile. Cette grande charte subordonne par exemple toute levée d'impôt à l'accord du conseil.

La Magna Carta est le premier exemple de limitation de la souveraineté du roi, d'où va naître le concept d'État de droit : la Magna carta est la mère de toutes les constitutions.

La deuxième étape retenue est celle de l'**Habeas Corpus** en **1679**, sous le règne de Charles II d'Angleterre. C'est le **premier mécanisme juridique de garantie de la liberté individuelle par le droit et de protection contre l'arbitraire**. En réaction contre les tendances absolutistes des Stuart, le Parlement Anglais vote une protection légale minutieuse appelée le Habeas Corpus (Sois maître de ton corps) : tout détenu doit être présenté au plus en trois jours à un juge.

Finalement, le **Bill of Rights** de **1689** en Angleterre affirme la **supériorité des droits humains sur le pouvoir du roi**.

2/ La séparation des pouvoirs

Dans les constitutions actuelles, le pouvoir du souverain est surtout limité par la séparation des pouvoirs.

Montesquieu, après avoir noté le danger du despotisme, en déduit la nécessité de la **séparation des pouvoirs** afin de préserver la liberté (*L'Esprit des lois*, 1748).

Dans la constitution anglaise, il recherche le mécanisme institutionnel qui permettrait de faire échouer les passions destructrices qui entraînent la tyrannie. Il le découvre dans le fait de **limiter le pouvoir par le pouvoir**, donc dans la **distinction des 3 pouvoirs** : pouvoir législatif, pouvoir judiciaire, pouvoir exécutif.

La nécessité d'une telle séparation apparaît ainsi dans la **Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1789** : « Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution ».

C/ La révolte, l'action politique individuelle

La révolte semble être l'action politique individuelle suprême.

Toute formation politique, comme le montre la théorie du contrat social, nécessite une limitation des intérêts individuels : **la société est l'imposition d'une contrainte volontaire**. La question est alors celle de la limite de cette contrainte : il semble impensable de tout accepter du pouvoir.

Dans le cas où la limitation du pouvoir échoue et où la relation entre gouvernant et gouverné devient trop contraignante, la solution restante est la révolte.

Albert Camus analyse le phénomène de la révolte dans *L'Homme révolté* (1951). Il y explique que la révolte est avant tout un **droit fondamental**. La révolte est presque toujours légitime, car elle défend **la liberté, l'espoir et l'égalité**, en recherchant à inversant la relation entre le gouvernant et le gouverné. Elle constitue l'expression du refus de la tyrannie et de la servitude.

Mais la révolte est aussi, selon Camus, un **acte collectif fondateur de la société** (« Je me révolte donc nous sommes »). En effet, la révolte se situe profondément dans l'agir : elle est un mouvement dans le sens de la société.

Comme le montre le phénomène de la révolte, la politique ne concerne pas uniquement l'art de diriger : tout homme peut et doit avoir un rôle politique.